

Temps critiques

GILETS JAUNES : « UNE RÉPUBLIQUE DU GENRE HUMAIN »*

UN CARACTÈRE D'ÉVÉNEMENT

Alors que le pouvoir en place et l'État attendent toujours plus ou moins une petite révolte paysanne encadrée par la FNSEA, un mouvement de cheminots ou d'enseignants encadrés par les syndicats de salariés qui savent ne pas dépasser la ligne jaune ou même un mouvement lycéen ou une révolte des banlieues qu'ils savent plus difficile à contrôler, c'est du côté d'une population majoritairement rendue invisible qu'est venue la surprise en des temps qui sont ceux où les différentes forces de pouvoir cherchent à faire une place aux « minorités visibles ».

L'événement, au sens fort, c'est ce qui marque une rupture avec ce qui est attendu, que ce soit du point de vue de sa composante (ce n'est pas une classe ni même une catégorie ou une corporation), de ses objectifs (ils peuvent être aussi bien globaux que paraître dérisoires aux personnes extérieures) de son organisation (les médiations habituelles, syndicales ou politiques sont ignorées, l'attaque contre l'État est frontale) ou encore de ses moyens de lutte (action directe, occupation et blocages de lieux inhabituels comme les ronds-points, manifestations urbaines non déclarées, détermination à la mobilité non entravée dans les centres-villes au cours des manifestations).

L'événement, c'est aussi ce qui marque une rupture entre l'avant et l'après. L'avant parce que pas grand-chose ne le laissait présager (les Gilets jaunes sont une caricature de majorité silencieuse pour le pouvoir) et l'après parce que rien ne préfigure ce qui va suivre le soulèvement. Par rapport à la simple émeute, il perdure (trois mois maintenant), c'est en cela qu'il fait événement, mais la dynamique qui l'anime pendant ce temps n'est pas gage de transcendance ou de dépassement. Pour prendre un exemple, il y a des points communs entre l'événement Mai-68 et l'événement Gilets jaunes parce que dans les deux cas il y a bouleversement des comportements pratiques dans un déroulement qui n'est pas linéaire et qui peut très bien connaître son acmé au début, au milieu ou à la fin du mouvement qui fait événement. Dans tous les cas, il fait qu'on ne peut faire de la question : « Quelle perspective ? » ou « Comme cela va-t-il finir ? » la question essentielle. L'événement se suffit à lui-même et ne préjuge pas de son devenir et des risques encourus, de ses dérives, de son résultat (Mai-68 n'est pas réductible à Grenelle, le mouvement des fourches au parti Cinq étoiles, les Gilets jaunes au RIC, etc.)

Il est dans sa nature d'événement de se poser les questions dans des termes nouveaux d'où son allure « sauvage », de groupe en fusion, sa désinvolture par rapport à toutes les règles sociales de bienséance envers les différents pouvoirs, qu'ils soient politiques, économiques ou médiatiques et évidemment par rapport aux forces de l'ordre une fois qu'il en a compris la fonction répressive à son encontre en tant que corps particulier de l'État (cf. *infra*). Le choix entre respect de la légalité ou passage à l'illégalité n'est alors plus pour lui un principe défini à l'avance, comme

dans l'action syndicale et politique, mais un sujet à traiter de façon pragmatique, au coup par coup et si passage à l'acte il y a il est assumé sans crier au loup ! Ainsi des milliers de gardes à vue signifiées aux Gilets jaunes, sans autre forme de procès, ne le pousse pas à se poser de façon essentiellement victimaire.

UNE COMPOSITION SOCIALE DIVERSE...

Le mouvement ne se laisse pas saisir aisément. Dans un premier temps sociologues, politiques et médias ont entonné l'antienne des classes moyennes, celles qui se sentiraient déclassées, qui jugeraient payer trop d'impôt, à la fois parce les pauvres n'en paieraient pas et parce que les puissants y échappent aussi par évasion fiscale. Et puis devant le peu de réalité de la chose, les commentateurs sont passés à la notion de « classe moyenne inférieure », regroupant par là un vaste magma qui serait composé des 50 % de ménages qui ne se situent pas dans les 25 % les plus riches ou les 25 % les plus pauvres. Le peu de sérieux de ces tentatives a conduit ensuite à privilégier finalement la notion de « classes populaires » qui permettrait de mieux rendre compte de ce que ressentent les protagonistes (« Nous sommes le peuple ») sans donner l'air de céder à une lecture populiste du mouvement. Un analyste qui se prétend géographe (C. Guilluy) s'est même saisi de ce dernier qualificatif pour désigner un ensemble surdéterminé par la division spatiale du territoire entre centre et périphérie, oubliant du fait que les « classes populaires » peuplent aussi les HLM des banlieues des grandes métropoles. Quant aux marxistes orthodoxes, ils ont campé sur leur lutte de classe éternelle, la plupart pour refuser un mouvement au mieux interclassiste au pire petit-bourgeois et réactionnaire comme si les événements révolutionnaires du passé avaient été mis en jeu par des classes « pures » (Canuts lyonnais mêlant salariés et artisans, paysans anarchistes ukrainiens de 1917 et d'Andalousie de 1936 côtoyant les conseils ouvriers). Pour rester au plus près de notre époque, dans les années 1960-70, en France et en Italie c'est justement le mixage entre souvenirs des révoltes paysannes de l'Ouest de la France ou du Mezzogiorno italien qui a produit cette insoumission à l'usine et la mise à feu et à sang d'une usine de la dimension de FIAT par les jeunes ouvriers insoumis à la discipline d'usine.

Et là, avec les Gilets jaunes, au niveau de « l'impureté », on est servi : 33 % se disent employés, 14 % ouvriers, 10 % artisans, commerçants ou auto-entrepreneurs, 10 % professions intermédiaires, 25 % inactifs ou retraités. Mais c'est quand on leur demande, dans des sondages et enquêtes, qu'ils répondent en ce sens, car l'une des caractéristiques premières du mouvement est de ne jamais aborder une discussion par le biais du travail concret effectué, mais par celui des conditions de vie. C'est d'ailleurs comme cela qu'il constitue son unité. Celle d'une commune condition de vie, difficile ou précaire. Par rapport à ces analyses en termes de classes nous pensons justement que la caractéristique du mouvement des GJ est d'être a-classiste, parce que ni l'analyse sociologique ou statistique en

termes de catégories socioprofessionnelles ni l'analyse marxiste en termes de bourgeoisie et prolétariat ne sont pertinentes. Il n'y a plus de classes antagonistes au sens de Marx parce que les éléments objectifs (le nombre d'ouvriers et son enfermement dans les forteresses ouvrières et ses quartiers), comme subjectifs (la conscience de classe et de l'antagonisme capital/travail) se sont évanouies avec les restructurations et ce que nous avons appelé la « révolution du capital ». S'il ya donc bien encore lutte, ce n'est plus d'une lutte de classes dont il s'agit et qui avait sa ou ses théories, ses perspectives inscrites de longue date et sur lesquelles se jouaient diverses partitions, mais avec les mêmes instruments.

Une lutte sans classe donc, au sens d'absence d'un sujet historique, même de rechange (l'étudiant, l'immigré, le sans-papiers) plutôt qu'une lutte de classes.

...QUI DOIT TROUVER SES PROPRES RÉFÉRENCES

Que le mouvement des GJ ne se rattache pas au fil rouge historique des luttes de classes ne signifie pas qu'il est dans un pur présentisme parce qu'il serait « mouvementiste » avant tout. En effet, il a tendance à ressusciter les grandes révoltes populaires du passé contre l'impôt et les taxes (cf. les Cahiers de doléances de 1788-89). Paradoxalement, c'est l'affaiblissement des États-nations (« à la française ») censés assurer l'égalité des conditions (Tocqueville et les révolutions américaine et française) et la fin des privilèges, qui, dans sa crise, produit à nouveau des inégalités sociales et de nouveaux privilèges (relations sociales, procédures de cooptation et clientélisme sous la forme du lobbysme, se substituent au régime méritocratique). Ainsi, de la même façon que sous l'Ancien Régime des charges étaient achetées aujourd'hui elles redeviennent héréditaires de fait si ce n'est de droit. C'est donc une remise en cause du pacte social en général auquel on aboutit et finalement autour de ce qui symbolise son financement, condition d'une reproduction plus ou moins satisfaisante du rapport social : l'impôt. Que la goutte d'eau qui fait déborder le vase soit fiscale n'est pas innocent dans un pays dont les pouvoirs publics refusent une réforme fiscale jugée pourtant nécessaire par tous, mais considérée comme une véritable usine à gaz. La grogne vis-à-vis de l'impôt déjà fort présente ne pouvait donc pas rester lettre morte à partir du moment où des mesures aussi provocatrices que la suppression de l'ISF sur la fortune et la hausse des carburants pour les ménages étaient prises sans justification légitime. Crispation contre l'impôt en général donc (c'est ça qui a fait parler en termes de mouvement de classes moyennes ou poujadisme à l'origine), mais révolte contre la spécificité française en matière de fiscalité qui fait que l'impôt sur le revenu progressif rapporte peu en France et que c'est par les taxes et la CSG non progressives que l'État engrange la majorité de ses recettes, taxes qui grèvent proportionnellement beaucoup plus les budgets modestes que les autres vu la structure des dépenses dans les budgets de ces mé-

nages (le poids relatif des « dépenses contraintes » y est plus fort).

La Révolution française, la Marseillaise comme chant révolutionnaire des citoyens, les cahiers de doléances, les montées à Paris sur les lieux de pouvoir, le rappel au droit à l'insurrection de l'article 35 de la Constitution de l'an III, le RIC qui rappelle le droit de pétition de 1791, l'appel à une Constituante, voilà donc aujourd'hui les références que le mouvement se réapproprie, même s'il a parfois du mal à en saisir la dimension d'universalité dans toute son ampleur, universelle justement et donc non nationale, sa dimension citoyenne au sens de 1789-94, c'est-à-dire révolutionnaire et non pas citoyeniste, qui elle répond à l'appel de responsabilité que l'État adresse à ses sujets quand il leur demande en fait d'obéir à ses règles (cf. l'instruction civique).

Trouver ses propres références et ses propres supports, c'est cela qui est difficile, car les regroupements de ronds-points ne sont pas des conseils ouvriers, l'assemblée de Commercy n'est pas l'assemblée ouvrière autonome de l'Alfa-Romeo de 1973, le RIC n'est pas le programme d'un parti communiste prolétarien.

En effet, le mouvement naît et se développe dans le procès de circulation plus que de production et pose la question de la reproduction des rapports sociaux d'ensemble (d'où son rapport conflictuel immédiat à l'État) plutôt que celle de la production et du rapport au patronat. Cela s'explique, entre autres, par la baisse de centralité du travail productif dans le procès de valorisation du capital avec l'inessentialisation de la force de travail qui en résulte et la tendance à la substitution capital/travail dans le procès de production. Il en découle, au niveau de la structure même du capital une importance accrue du procès de circulation et une tendance à la totalisation du procès production/circulation qui rend l'action de blocage des flux au moins aussi importante que la forme historique que constituait le blocage de la production par la grève et l'occupation des usines. Or, cela ne mobilise pas forcément les mêmes protagonistes (retraités, chômeurs femmes au foyer, étudiants, auto-entrepreneurs) et les GJ ont su se glisser dans cette configuration pour porter leur action là où ça fait mal sans pourtant enclencher un processus de grève.

Enfin, ces changements entérinent l'idée que tout se jouerait au niveau de l'hyper-capitalisme du sommet et ses représentants visibles : État, GAFAM, banques, Commission européenne, etc.

UN MOUVEMENT D'INSUBORDINATION

De la revendication particulière (la lutte contre les taxes) à une révolte contre l'injustice fiscale puis, plus généralement contre l'injustice sociale avec des revendications de plus en plus proches de celles des salariés (augmentation des salaires et du SMIG, halte à la précarité, retour de l'ISF, fin de la CSG), le particulier tend vers l'universel.

Le mouvement n'est pas mû par une critique des conditions de travail et du travail, mais par une référence aux conditions de vie. Il est certain qu'auparavant, dans les luttes ouvrières, les conditions de vie jouaient leur rôle, mais étaient comme incluses dans les conditions de travail, car c'est la professionnalité qui déterminait le reste (la fierté d'être mineur ou docker et non pas la vie de misère qui leur était attenante). Alors qu'aujourd'hui, cette professionnalité a été en grande partie détruite et elle n'est plus qu'une composante (avec les conditions de travail) des conditions de vie plus générales. D'ailleurs les GJ ne se présentent guère par leur profession d'origine. C'est aussi cette caractéristique qui fait l'unité au-delà des différentes conditions. En effet, préalablement, c'est le collectif de travail qui faisait

Gilets jaunes : « une République du genre humain »

l'unité et l'idée d'une classe particulière dans son opposition à la classe dominante ; or aujourd'hui, cette unité n'est plus donnée directement par le capital qui a d'abord corporatisé les segments de la force de travail salarié, puis atomisé cette force de travail qui ne trouve plus guère son unité qu'idéologiquement dans les grandes messes syndicales. L'unité, si unité il peut y avoir ici ne peut donc qu'être reconstruite sur la base des conditions de vie, ce à quoi les Gilets jaunes se sont attachés. « Tous Gilets jaunes » en représente la formule la plus adéquate et récurrente qui dit la façon de faire des Gilets jaunes : l'idéologie et le politique ne sont pas les filtres qui guident le mouvement, malgré tous les risques que cela comporte.

Plus concrètement et à l'origine, ces conditions de vie sont marquées par les dépenses contraintes qui absorbent une part grandissante du budget des ménages pauvres ou modestes d'où l'accent mis sur les prix et les taxes jugées abusives, le pouvoir d'achat, le « reste à vivre » au 15 du mois et le « pouvoir vivre ».

Tous ces prix sont perçus comme un arbitraire de l'État qui fixe des prix administrés ou des grands monopoles/oligopoles qui fixent des prix mondiaux. Tous ces prix apparaissent arbitraires car sans rapport avec une « valeur » quelconque. Une chose facile à constater même pour des personnes peu versées vers l'analyse économique quand on voit le peu de rapport entre les variations de prix du baril de pétrole et celles du prix à la pompe à essence.

Dans cette mesure et à l'opposé de ce que l'on entend souvent, la conscience du mouvement des GJ n'est pas forcément moins avancée que celle des ouvriers ou salariés s'attaquant à des patrons précis. Les premiers s'attaquent directement à l'hyper-capitalisme, via l'État, alors que les seconds en restent encore à une conception de la domination reposant sur les mécanismes de l'exploitation. De cela peut naître l'illusion qu'il n'y a que peu de puissants (les fameux 1 %) et une immense majorité de dominés (les 99 %) ce qui occulte complètement la complexité de la hiérarchisation sociale des rapports sociaux capitalistes. Une des faiblesses du mouvement des GJ, mais déjà présente dans des mouvements censément plus conscientisés comme les « Occupy Wall Street ». Or, la plupart des Gilets jaunes n'ont que trois mois au compteur !

Le mouvement des Gilets jaunes n'est pas « social » au sens des mouvements sociaux traditionnels, mais il a une nature sociale.

Il n'est pas non plus directement politique, mais il a une âme politique parce qu'il déconstruit immédiatement l'évidence d'une soumission naturelle au pouvoir de la part des dominés par rapport aux dominants. C'est dans ce soulèvement qu'il produit sa propre violence, violence de détermination plus que violence effective parce qu'il ne veut pas de cadre et surtout, plus concrètement, qu'il déborde les cadres de la légalité républicaine. Le refus de déclarer les manifestations et leur parcours, les occupations de ronds-points et de plateforme sont les signes concrets de ce passage en force par l'action qui délimite un nouveau rapport de force. Là aussi nouvelle pratique par rapport aux mouvements sociaux habituels encadrés : ce n'est pas le mouvement qui s'adapte à un rapport de force établi qu'il prend en compte en phase statique, c'est lui qui produit le rapport de force « qui fait mouvement ». Son refus de négocier et sa critique de toute représentation, y compris en son sein, place alors la barre très haut et rempli de désarroi les différentes formes de pouvoir en place (gouvernements, médias, partis et syndicats), d'où la violence de la répression par les forces de l'ordre et la virulence du discours anti-mouvement dans les mé-

dias sérieux et la « pédagogie » par les images de la part des télé-poubelles.

Mais tout cela ne doit pas occulter le fait que, malgré ses références récurrentes à la démocratie, le mouvement s'affirme bien plus comme un mouvement d'action directe que comme un mouvement pour la démocratie directe, même s'il n'y a pas forcément de contradiction entre les deux tendances. L'auto-organisation du mouvement, tant que les ronds-points en ont été l'axe majeur, est restée une auto-organisation de proximité sans formalisme, loin, par exemple, de l'assembléisme de Commercy qui, avec le RIC comme revendication unitaire apparaissent plutôt comme des recettes pour une porte de sortie par le haut d'un mouvement né par le bas, qu'une véritable perspective de développement et d'approfondissement du mouvement..

UNE COMMUNAUTÉ DE LUTTE

Pour passer du virtuel des réseaux sociaux au réel du terrain de lutte, les GJ ont dû construire leur propre corps collectif à partir, pourtant, de l'éclatement produit par l'atomisation sociale et géographique. C'est de là que se sont dégagées des subjectivités elles aussi collectives au-delà des fragmentations objectives du corps social dans son entier. La communauté du travail, comme à Lip, qui s'érigait en communauté de lutte n'est plus possible et s'y substitue la communauté de lutte directement comme seule communauté immédiate, mais en tant qu'elle n'existe que par la lutte (sinon, retour à l'atomisation et en conséquence à l'individualisme). Une communauté de lutte dont la perspective est universaliste (celle de la perspective d'une communauté humaine qu'anticipait déjà Anarchis Cloots, révolutionnaire allemand de la Révolution française en en appelant en 1794, juste avant d'être guillotiné, à une « République du genre humain »), au sens où elle n'est pas exclusive (« Tous gilets jaunes »), même si elle peut parfois être tentée de se référer à une communauté nationale des gens d'en bas (elle bute sur l'ambiguïté et la polysémie de la référence citoyenne). Ce corps antagonique se fait peuple, mais celui-ci n'est pas essentialisé, même si, là encore, la référence à la communauté nationale et à la Révolution française ne sont pas véritablement « pensées » et questionnées). Corps antagonique qui s'oppose aux différents corps de l'État et à celui qui, tout à coup, lui est apparu comme son auxiliaire, à savoir le corps des forces de l'ordre, accusé, dès l'acte III de « collaboration » avec l'État. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de demande par rapport à l'État, comme par exemple dans le cas des luttes dans la fonction publique, parce que l'État apparaît ici comme l'ennemi... sans que soit produite une claire critique de l'État en tant que pouvoir, que ce soit à la façon anarchiste ou à la façon américaine conservatrice.

Le « Tous ensemble » que l'on entend crier comme en 1995, n'est donc pas une demande de restauration de l'État-providence de la période des Trente glorieuses, mais un « "Tous ensemble" contre ce monde » qui peut effectivement s'ouvrir à toutes les problématiques autour de la question du climat et de l'écologie, des « grands travaux », etc.

Cette communauté de lutte est communauté de pratiques collectives proche de celle des ZAD avec l'expérience des cabanes de ronds-points. C'est fort, mais limité car le mouvement n'a pas de pensée de l'émancipation à portée de main. C'est la solidarité (fraternité) présente sur ses lieux d'action et les désirs d'égalité et de liberté qui l'animent. La tension individu/communauté s'y dévoile. Point.

Temps critiques, février 2019